

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Conseil national du PS le 7 février 2015

Intervention de Gérard Filoche

- Politique - Au Parti Socialiste - Congrès de Poitiers - juin 2015 -

Date de mise en ligne : lundi 9 février 2015

Démocratie & Socialisme

Oui, le titre de la contribution que je vous présente, affiche qu'il faut « *redistribuer les richesses* » pour faire une politique de gauche, « *sauver* » la gauche et le parti socialiste. Ces richesses existent, la France n'a jamais été aussi riche ; il ne faut pas attendre pour les redistribuer car les redistribuer, c'est LE moyen de sortir de la crise ! Tout est là.

La contribution a été déposée hier soir avec 1200 signatures venues de 90 départements ; ces militants sont avides de participer à ce débat de congrès tellement nécessaire à notre parti.

Le temps des contributions, c'est la démocratie, qui permet de se lire et s'écouter, et nous sommes en accord naturellement avec ce qu'a dit ici, Emmanuel Maurel, mais aussi Frédéric Lutaud, mais aussi Christian Paul de Vive la gauche, mais aussi, en partie, Jean-Marc Germain.

Il nous semble qu'il faut échanger, établir des passerelles, faire un grand accord, pour une plateforme de fond qui permette une nouvelle majorité de notre parti, qui elle-même permette, pousse à une réorientation de la politique du gouvernement.

Car réorienter le gouvernement est dramatiquement urgent ; sinon nous allons dans le mur, sinon le quinquennat ne sera pas réussi, et alors pas la peine de parler de 2017, ce sera perdu.

Si nous ne voulons pas que notre Parti soit balayé par nos électeurs, ou au moins par leur abstention, ne pas connaître le triste sort du Pasok, nous devons plutôt être Syriza.

Nous aimons et défendons le grand Parti socialiste, sa grande histoire, depuis un siècle, de Jean Jaurès à nos jours, le grand parti de la gauche, du salariat, son pluralisme, le parti des travailleurs qui produisent les richesses, nous ne sommes pas « passésistes », nous ne sommes pas « une étoile morte », nous n'avons pas à changer de nom ; nous ne sommes le parti des 40 h, des 39 h, des 35 h, le parti du smic, des salaires, des CE, des DP, des syndicats, des CHSCT... oui des CHSCT qui sont la plus grande et belle avancée pour la santé, la sécurité des travailleurs depuis 30 ans, depuis les lois Auroux, hélas, il n'en existe que 22 000 sur 1,2 million d'entreprises, pas question de les supprimer mais au contraire, il faut les renforcer... Nous défendons le parti de la République parlementaire, sociale, des droits démocratiques, de la réforme fiscale, de la reconstruction du code du travail, un code qui n'est ni trop « gros » ni « répulsif »...

Ce qui nous met mal à l'aise quand le Premier ministre va en Chine inviter les dictateurs chinois à venir en France parce qu'on y « *licencie facilement* », parce que les 35 h n'y sont qu'une « *référence* »... Car le droit à la protection face au licenciement est un droit de l'homme : l'article 4 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et du citoyen impose de « *définir préalablement les hypothèses de rupture d'un contrat* ». La Charte sociale européenne, approuvée par la loi du 10 mars 1999, article 24 prévoit « *qu'en vue d'assurer l'exercice effectif du droit à la protection en cas de licenciement, les parties s'engagent à reconnaître le droit des travailleurs à ne pas être licenciés sans motifs valables liés à leur aptitude ou conduite, ou fondés sur des nécessités de fonctionnement de l'entreprise* ». L'article 7 de cette convention : « *le salarié doit pouvoir se défendre avant tout licenciement prononcé pour des motifs liés à sa conduite ou à son travail* ». Nous n'avons pas à brader les droits de l'homme et des travailleurs devant les dictateurs chinois, ce n'est pas la grande tradition socialiste, ni hier ni aujourd'hui.

Nous sommes mal à l'aise quand le ministre de l'économie crie « *enrichissez-vous* » et depuis Las Vegas, demande aux « *jeunes d'avoir envie d'être milliardaires* » avant de leur proposer de prendre l'autocar quand ils n'ont pas assez de sous pour prendre le TGV... Ce n'est sûrement pas l'idéal des socialistes pour la jeunesse. On ne peut pas être honnête et milliardaire. On ne peut pas se moquer des jeunes en leur fixant pareil horizon. C'est dans ce

genre de désert des idéaux que naissent les scorpions intégristes qui ont voulu tuer Charlie.

Nous sommes mal à l'aise quand le même ministre propose de faciliter encore davantage les licenciements, de travailler le dimanche et de nuit pour des femmes pauvres et précaires et des étudiants désargentés, d'empêcher les salariés de se défendre devant les prud'hommes, d'être réintégrés et indemnisés, mais aussi quand il écrase l'inspection du travail, quand il supprime la médecine du travail, quand il supprime le droit pénal du travail et insécurise les élus du personnel face à la délinquance patronale, bloque les salaires, distribue des actions gratuites, et dérégule tout... Est-ce que c'est le moment quand on a 40 000 emplois de moins le mois dernier, 192 000 chômeurs de plus en 2014, 450 000 de plus depuis mai juin 2012, de faciliter le licenciement ? Ce n'est ni intelligent économiquement, ni la tradition du socialisme ni son avenir.

Déréguler, cela a toujours été prouvé par l'expérience, ça augmente le chômage, ça augmente la crise : ce sont les pays pauvres qui n'ont pas de règles, le droit DU travail, ça donne du droit AU travail... Nous devons en avoir davantage pas céder à l'UMP, à Pierre Gattaz qui ose réclamer le licenciement sans motif ni recours, c'est à dire la dictature de l'employeur, la fin de l'état de droit dans l'entreprise. Comment peut-on crier « vive l'entreprise » sans crier « vive les salariés » ? Une entreprise n'est rien sans salariés, et ce sont nos électeurs ! Augmentons les salaires, réduisons la durée du travail, il est impossible de réduire le chômage de masse, les 6 millions de chômeurs actuels, sans réduire la durée du travail, protégeons les 35 h et marchons vers 32 h car nous sommes en plein boom démographique : 850 000 naissances par an depuis l'an 2000, bientôt 400 000 jeunes chaque année viendront se présenter sur le marché du travail, et il sera impossible, impossible de leur répondre sans baisser drastiquement la durée du travail, sans partager le travail et ses richesses.

Enfin on est mal à l'aise avec cette prétendue « unité nationale » et cette curieuse invocation de « l'esprit du 11 janvier ». La République n'est pas un fétiche abstrait qui peut s'épanouir en même temps que le chômage s'accroît et que se casse le droit du travail avec le projet de loi Macron. Ça ne colle pas. Ça s'oppose. Comment peut-on vouloir faire l'unité nationale et avec qui ? Ça n'a pas de sens avec M Arnaud et Mme Bettencourt qui possèdent à eux deux plus que 20 millions de Français. Ni faire « l'unité nationale » avec le chef de l'UMP, Sarkozy, qui va chercher son argent au Qatar et qui prétend revenir combattre l'intégrisme ici. Ni faire « l'unité nationale » avec le Pen qui soutient la troïka pour que celle-ci exige le paiement intégral de la dette grecque par Syriza.

Ça n'a pas de sens, l'unité nationale, quand on n'arrive même pas à faire « l'unité des socialistes » dans le gouvernement. Car rappelons-le, on a un gouvernement minoritaire qui divise les socialistes entre eux. Et quand on n'arrive pas à faire l'unité des socialistes, on ne parvient pas à fédérer la gauche dans le pays. Sans unité de la gauche, rien n'est possible. Ce n'est pas avec notre ennemi, le Medef, qu'il faut rechercher des accords, mais avec les Verts et le Fdg, faire synthèse mais avec tous les partis de gauche.

Et les grands discours sur la République n'ont pas de sens durable s'il n'y a pas de politique sociale, si on donne 41 milliards pour rien au Medef, et qu'on retire 50 milliards de nos besoins sociaux. Pour s'en sortir il ne faut pas d'austérité, il faut investir, stimuler, créer. Ce qui peut permettre de faire reculer la dette, ce n'est pas dépenser moins, c'est dépenser plus. L'équilibre budgétaire viendra par la relance, pas par l'austérité destructrice et accaparatrice de Mme Merkel. L'argent il y en a plein ; encore faut-il vouloir aller le chercher, en combattant la fraude et les prétendues « optimisation » fiscales. Dénonçons le scandale Juncker, Luxleaks. Pendant 30 ans, il était à la tête du Luxembourg : 2400 milliards d'euros ont été détournés, blanchis au Luxembourg par 340 multinationales dont 58 entreprises françaises. Yann Galut dit que cela nous a pris 100 milliards par an. Donc pourquoi on va toucher à la Sécurité sociale, pourquoi on va toucher aux collectivités territoriales, pourquoi on va enlever de l'argent dans les dotations des communes, des départements, si on peut aller le chercher chez ces tricheurs, qui ont volé de l'argent et qui ont été le blanchir au Luxembourg ! C'est l'argent de notre République, on en a besoin, récupérons-le ! Il y a 80 milliards de fraude fiscale, il y a 600 milliards dans les paradis fiscaux. Les 500 premières familles ont 440 milliards, 1 fois et demi le budget de l'État.

Vous voulez des équilibres budgétaires, vous voulez faire plaisir à Merkel ? Je sais comment y arriver : embauchons les inspecteurs des impôts nécessaires, menons farouchement la lutte contre la fraude fiscale... Mais pour cela, il faut s'opposer à l'oligarchie. Aux 1 %. Aux milliardaires voleurs. Comme en Grèce. Comme Syriza. Il y faut de la volonté politique, nous sommes les 99 %, il faut un grand parti socialiste courageux, une majorité courageuse capable de s'attaquer à la finance, un gouvernement volontaire pour la mater, la contrôler ! **Une unité, un gouvernement de la gauche rose rouge verte. C'est possible** si, nous, militants, donnons une nouvelle majorité à notre parti qui veuille aller dans ce sens, les 21 mai et 6 juin, au congrès de Poitiers. C'est seulement par ce bout-là que l'on peut redistribuer les richesses. Remobiliser le peuple, regagner les élections perdues. Voilà ce que propose la contribution que je viens de défendre et vous invite à lire ; et avec d'autres, un débat, un accord, une majorité nouvelle rassemblée sont à portée de main. Si on le veut, toutes et tous.